

# **Badische Landesbibliothek Karlsruhe**

**Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe**

## **Journal officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne. 1945-1949 1947**

92 (25.7.1947)



# JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE  
GOUVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION

*Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland*

Ordonnances, Arrêtés et Règlements, Décisions réglementaires  
Décisions, Circulaires, Avis, Communications, Informations,  
Annonces légales

Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen  
Anordnungen, Runderlasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen,  
Amtliche Bekanntmachungen

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information.

Allein der französische Text ist amtlich; die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.

Direction, Rédaction, Administration

Leitung, Redaktion, Verwaltung

Journal Officiel, 65 Lichtentaler Straße, Baden-Baden

Abonnement : 25 numéros, 10 Marks.  
Annonces légales : 90 pfg la ligne

Abonnement : 25 Blätter : 10 M.  
Amtliche Bekanntmachungen die Zeile 90 Pfg.

Pour toute réclamation joindre la dernière bande reçue

Jeder Reklamation ist das letzte Streifband beizufügen

## SOMMAIRE

Pages

## INHALT

Seite

Lois, Ordres et Proclamations du Conseil de Contrôle  
en Allemagne.

Gesetze, Anordnungen und Proklamationen des Kontrollrats  
in Deutschland.

DIRECTIVE No 37 du Conseil de Contrôle, en date du 26 Sep-  
tembre 1946, Limitation des caractéristiques des  
navires autres que les navires de pêche et les  
navires de plaisance laissés à l'Allemagne pour  
son économie de paix. . . . . 919

DIREKTIVE Nr. 37 des Kontrollrats, vom 26. September 1946,  
Abgrenzung der Merkmale der Deutschland über  
die Fischerel- und Sportboote hinaus für seine Frie-  
denswirtschaft belassenen anderen Schiffe. . . . . 919

ANNONCES LÉGALES . . . . . 921

AMTLICHE BEKANNTMACHUNGEN. . . . . 921

## DIRECTIVES — DIREKTIVEN

### DIRECTIVE No 37

Limitation des caractéristiques des navires autres que les navires  
de pêche et les navires de plaisance laissés à l'Allemagne pour son  
économie de paix

Le Conseil de Contrôle édicte ce qui suit:

1. Les limites ci-après des caractéristiques des navires de cabotage  
et de navigation intérieure seront applicables à tous les navires qui  
remplaceront ceux attribués à l'Allemagne pour son économie de  
paix.

Le Conseil de Contrôle décidera jusqu'à quel point ces limites  
seront applicables aux navires déjà alloués.

2. Les limites suivantes ne sont pas applicables aux bâtiments de  
pêche ou de plaisance de toutes sortes dont les limites des caracté-  
ristiques feront l'objet d'une directive séparée.

### DIREKTIVE Nr. 37

Abgrenzung der Merkmale der Deutschland über die Fischerel-  
und Sportboote hinaus für seine Friedenswirtschaft belassenen  
anderen Schiffe.

Der Kontrollrat erläßt folgende Direktive:

1. Die nachstehende Abgrenzung der Merkmale der Schiffe der  
Küsten- und Binnenschifffahrt soll auf alle Schiffe Anwendung finden,  
welche die Deutschland für seine Friedenswirtschaft zugeeilteten er-  
setzen werden.

Der Kontrollrat wird entscheiden, inwieweit diese Abgrenzung  
auf die bereits zugeeilteten Schiffe Anwendung findet.

2. Die folgende Abgrenzung ist nicht anwendbar auf Fischerel-  
oder Sportboote jeglicher Art, deren Merkmalbestimmung einer be-  
sonderen Direktive vorbehalten bleibt.



## 3. A. Limites applicables aux bâtiments de navigation intérieure :

Caractéristiques						Exceptions
	Navires à passagers	Remorqueurs à aubes	Remorqueurs à hélice	Navires à moteur	Péniches	
Vitesse (en noeuds) . . . . .	10	10	10	10	—	Voir note 1
Puissance des appareils de levage, poids soulevé (en tonnes) . . . . .	2	2	2	2	2	Bâtiments de sauvetage et de relevage
Puissance électrique (en Kilowatts) . . . . .	20	15	15	15	—	Voir note 2
Franc-bord milieu en pleine charge (en mètres)	1,2	1,5	1,2	0,3	0,3	Voir note 3

## Notes :

1) Les caractéristiques des bâtiments de pilotage et d'incendie seront conformes à celles qui sont applicables aux bâtiments de navigation intérieure, sauf pour ceux dont le tonnage est inférieur à 15 tonneaux de jauge brute pour lesquels une vitesse maximum de 18 noeuds sera autorisée.

2) Les navires frigorifiques, les dragues, les bâtiments de sauvetage, les bâtiments de relevage et les grues flottantes n'auront pas de puissance électrique limitée.

3) Les dragues, les grues flottantes, les bâtiments utilisés pour le sauvetage en rivière et les bâtiments spéciaux utilisés pour l'entretien de bâtiments de rivière ne seront pas limités en ce qui concerne le franc-bord.

## B. Limites applicables aux bâtiments de cabotage :

Caractéristiques	Limites	Exceptions
Vitesse . . . . .	12 noeuds au maximum	Voir note 1
Rayon d'action . . . . .	2000 milles à vitesse économique	
Puissance des appareils de levage — poids soulevé (en tonnes) . . . . .	3	
Puissance électrique (en kilowatts) . . . . .	20	Voir note 2
Jauge brute (en tonnes)	1,500	
Machine: Bâtiments de 110 pieds et plus (33,5 mètres) . . . . .	Machine alternative (les turbines utilisant la vapeur d'échappement seront autorisées). Chauffe au charbon.	
Bâtiments de moins de 110 pieds (33,5 mètres)	Les moteurs Diesel seront autorisés	

## Notes :

1) Les caractéristiques des bâtiments de pilotage et d'incendie seront conformes à celles qui sont applicables aux bâtiments de cabotage, sauf pour ceux dont le tonnage est inférieur à 15 tonneaux de jauge brute, pour lesquels une vitesse maximum de 18 noeuds sera autorisée.

2) Les navires frigorifiques, les dragues, les bâtiments de sauvetage, les bâtiments de relevage et les grues flottantes n'auront pas de puissance électrique limitée.

4. Les limites des bâtiments de la protection des frontières, des bâtiments de police, des bâtiments de douane et des garde-pêches devront être conformes à la directive No 33.

5. Quand il est question d'une limite de vitesse dans cette directive, elle se rapporte à un navire dont l'équipage est au complet, qui a son plein de combustible et qui est ravitaillé et approvisionné pour prendre la mer, mais sans cargaison.

6. Les installations ci-après sont interdites sur tous les navires :

- installations et renforcements destinés à être utilisés pour la mise en place de l'armement (artillerie, armes automatiques, etc. . . .) ou d'aménagements militaires ;
- toutes installations ayant trait à l'aviation embarquée (mâts de charge, rampes, ateliers, catapultes, etc. . . .) ;
- installations spéciales destinées à permettre le débarquement sur une plage de personnel ou de matériel ;

## 3. A. Beschränkungen für Schiffe der Binnenschifffahrt :

Merkmale						Ausnahmen
	Passagierschiffe	Schleppdampfer mit Schaufel	Schleppdampfer mit Schraube	Motorschiffe	Schuten	
Geschwindigkeit (in Knoten) . . . . .	10	10	10	10	—	s. Anmerk. 1
Kapazität der Hebevorrichtungen . . . . . Hebegewicht (in Tonnen)	2	2	2	2	2	Bergungs- und Hebeschiffe
Elektrische Leistung (in Kilowatt) . . . . .	20	15	15	15	—	s. Anmerk. 2
Freibord mittelschiffs vollbeladen (in Metern)	1,2	1,5	1,2	0,3	0,3	s. Anmerk. 3

## Anmerkungen :

1) Die Merkmale der Lotsen- und Feuerlöschboote sollen denen für die Schiffe der Binnenschifffahrt entsprechen mit Ausnahme von Fahrzeugen mit einer Tonnage unter 15 Bruttoregistertonnen, für welche eine Höchstgeschwindigkeit von 18 Knoten zulässig ist.

2) Schiffe mit Kühleinrichtung, Bagger, Bergungsboote, Hebeboote und Schwimmkräne sind in ihrer elektrischen Leistung nicht beschränkt.

3) Bagger, Schwimmkräne, Flußbergungsboote und Spezialschiffe für die Instandhaltung der Flußschiffe sind in ihrem Freibord nicht beschränkt.

## B. Beschränkungen für Schiffe der Küstenschifffahrt :

Merkmale	(Beschränkungen)	Ausnahmen
Geschwindigkeit	bis 12 Knoten	s. Anmerk. 1
Aktionsradius . . . . .	2000 Meilen mit Spargeschwindigkeit	
Kapazität der Hebevorrichtungen Hebegewicht (in Tonnen)	3	
Elektrische Leistung (in Kilowatt) . . . . .	20	s. Anmerk. 2
Bruttoregistertonnage (in Tonnen) . . . . .	1500	
Betriebsanlage — Schiffe von 110 Fuß (33,5 m) und darüber . . . . .	Dampfkolbenmaschine (Auspuffturbinen sind zulässig)	
Schiffe unter 110 Fuß (33,5 m) . . . . .	Kohlenfeuerung Dieselmotore sind zugelassen	

## Anmerkungen :

1) Die Merkmale der Lotsen- und Feuerlöschboote sollen denen für die Schiffe der Küstenschifffahrt entsprechen mit Ausnahme von Fahrzeugen mit einer Tonnage unter 15 Bruttoregistertonnen, für welche eine Höchstgeschwindigkeit von 18 Knoten zulässig ist.

2) Schiffe mit Kühlanlage, Bagger, Bergungsboote, Hebeschiffe und Schwimmkräne sind in ihrer elektrischen Leistung nicht beschränkt.

4. Die Beschränkungen für Grenzüberwachungs-, Polizei-, Zoll- und Fischereischutzboote sollen den Bestimmungen der Direktive Nr. 33 entsprechen.

5. Etr. in dieser Direktive festgelegte Geschwindigkeitsgrenze bezieht sich auf ein seefertiges Schiff mit voller Besatzung, vollem Brennstoffvorrat, voller Verpflegung und Versorgung, jedoch ohne Ladung.

6. Folgende Einrichtungen sind auf allen Schiffen verboten:

- Anlagen und Verstärkungen, die zur Montage von Bestückung (Artillerie, automatische Waffen usw.) oder von militärischen Einrichtungen dienen können.
- Anlagen, die mit der Handhabung von Flugzeugen in Zusammenhang stehen (Lademasten, Rampen, Werkstätten, Katapulte, etc.)
- Spezialanlagen zum Landen von Mannschaften und Material.



d) installations spéciales destinées à utiliser les navires comme ravitailleurs, bâtiments-bases ou navires ateliers. Cependant un certain nombre de navires destinés à assister la flotte de pêche pourra être accordé si le Directoire Economie les autorise spécialement.

7. La construction des péniches du type „à quille“ et des remorqueurs à structure longitudinale, pour navigation intérieure, capables de résister aux conditions de navigation en haute mer, est interdite.

8. Les projets et les plans de tous les navires achetés, affrétés ou acquis pour le bénéfice de l'économie de paix allemande, devront être examinés et approuvés au préalable par le Directoire compétent de l'Autorité Alliée de Contrôle, avant d'être acceptés.

9. Les recherches de toute nature en liaison avec les projets et la construction des navires de commerce devront être conformes aux lois du Conseil de Contrôle sur les recherches scientifiques.

Fait à Berlin, le 26 septembre 1946.

B. H. ROBERTSON  
Lieutenant Général  
R. NOIRET  
Général de Division  
P. A. KOUROTCHKINE  
Colonel Général  
LUCIUS D. CLAY  
Lieutenant Général.

d) Spezialanlagen, die die Benutzung des Schiffes als Versorgungs-, Werkstatt- oder Mutterschiff ermöglichen. Jedoch kann eine bestimmte Anzahl derartiger Schiffe mit besonderer Genehmigung des Wirtschaftsdirektorats zur Unterstützung der Fischereiflotte bewilligt werden.

7. Die Herstellung von Schuten vom Typ „Kielboot“ und von Schleppern mit Längskonstruktion für die Binnenschifffahrt, die seetüchtig sind für Fahrten auf hoher See, ist verboten.

8. Die Entwürfe und Pläne aller für die deutsche Friedenswirtschaft gekauften, gecharterten oder sonstwie erworbenen Schiffe müssen vor ihrer Abnahme von dem zuständigen Direktorat der Alliierten Kontrollbehörde geprüft und genehmigt werden.

9. Forschungen jeglicher Art, die mit den Entwürfen und dem Bau von Handelsschiffen in Verbindung stehen, müssen den Gesetzen des Kontrollrats über die naturwissenschaftlichen Forschungen entsprechen.

Ausgefertigt in Berlin, am 26. September 1946

(Die in den drei offiziellen Sprachen abgefaßten Originaltexte dieser Direktive sind von B. H. Robertson, Generalleutnant, R. Noiret, Divisionsgeneral, P. A. Kurochkin, Generaloberst, und Lucius D. Clay, Generalleutnant, unterzeichnet.)

## Amtliche Bekanntmachungen

Amtsgericht Rottweil a. N.

Handelsregistereintragung

Veränderung vom 8. Mai 1947

HR. A 47. — Kaufhaus August Graf, Sitz in Dunningen, Inhaber August Graf, Kaufmann in Dunningen; Ludwig Graf, Kaufmann in Dunningen, hat des Geschäft mit dem Recht der Fortführung der Firma übernommen. (529)

Frau Barbara Kopp geb. Emmer, Apothekerkellnerin, Pirmasens, Merkurstraße 16, Klägerin, Prozeßbevollmächtigter: Rechtsanwalt Hauck in Pirmasens, hat gegen ihren Ehemann Willi Kopp, Koch, zuletzt in USA, jetzt unbekanntes Aufenthalts, Klage zum Landgericht Zweibrücken erhoben wegen Ehescheidung mit dem Antrag: 1. Die am 13. 5. 1921 vor dem Standesbeamten in Pirmasens geschlossene Ehe der Streitstelle wird aus Verschulden des Beklagten geschieden. 2. Der Beklagte hat die Kosten des Rechtsstreits zu tragen. Termin zur mündlichen Verhandlung ist bestimmt auf

Freitag, den 26. September 1947, vorm. 9 Uhr vor der 2. Zivilkammer des Landgerichts Zweibrücken, Herzogplatz 1. Der Beklagte wird zu diesem Termin mit der Auforderung geladen, einen bei diesem Gericht zugelassenen Rechtsanwalt zu seinem Vertreter zu bestellen. Die öffentliche Zustellung ist bewilligt.

Zweibrücken, den 3. Juli 1947. (933)

Geschäftsstelle des Landgerichts.

Beschluß

2 UR. II, 25/47. — Der Albert Thieser, geb. am 15. 1. 1919 in Großrosseln, Ehemann von Hildegard, geb. Hornberger, zuletzt wohnhaft gewesen in Großrosseln, wird für tot erklärt. Als Zeitpunkt des Todes wird der 31. März 1946, 24 Uhr, festgestellt. Die Kosten des Verfahrens einschließlich der notwendigen außerrechtlichen Kosten der Antragstellerin fallen dem Nachlaß zur Last. Dieser Beschluß ist erst nach Rechtskraft wirksam. (934)

Völklingen, den 7. Juli 1947.

Das Amtsgericht.

Beschluß

UR. II 28/47. — Der Kranführer Mathis Wahlster, geb. am 6. 9. 1906 in Völklingen, Ehemann von Maria geb. Schweitzer, zuletzt wohnhaft gewesen in Völklingen-Fürstenhausen, wird für tot erklärt. Als Zeitpunkt des Todes wird der

18. Dezember 1943, 24 Uhr, festgestellt. Die Kosten des Verfahrens einschließlich der notwendigen außergerichtlichen Kosten der Antragstellerin fallen dem Nachlaß zur Last. Dieser Beschluß ist erst nach Rechtskraft wirksam.

Völklingen, den 7. Juli 1947. (935)

Das Amtsgericht.

Beschluß

2 UR. II 20/47. — Der Maurer Johann Krieg, geb. am 26. 1. 1903 in Schöneberg, Ehemann der im Jahre 1942 verstorbenen Margarethe Sofie, geb. Köhl, zuletzt wohnhaft gewesen in Völklingen-Gelslautern, wird für tot erklärt. Als Zeitpunkt des Todes wird der 31. Dezember 1945, 24 Uhr, festgestellt. Die Kosten des Verfahrens einschließlich der notwendigen außergerichtlichen Kosten der Antragstellerin fallen dem Nachlaß zur Last. Dieser Beschluß ist erst nach Rechtskraft wirksam. (936)

Völklingen, den 7. Juli 1947.

Das Amtsgericht.

Chemische Fabrik Budenheim  
Aktiengesellschaft Mainz

Einladung zur ordentlichen Hauptversammlung am Donnerstag, den 28. Aug. 1947, vorm. 11 Uhr, im Saale der Gaststätte „Zum Neubrunnenhof“, Mainz, Große Bleiche 26.

Tagessordnung:

1. Vorlage des Geschäftsberichtes und Jahresabschlusses per 31. Dezember 1946 und des Gewinnverwendungsvorschlages des Vorstandes sowie des Berichts des Aufsichtsrates.
2. Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinns.
3. Beschlussfassung über die Entlastung des Vorstandes und Aufsichtsrates.
4. Wahl von turnusmäßig ausscheidenden Aufsichtsratsmitgliedern.
5. Wahl des Abschlussprüfers für das laufende Geschäftsjahr.
6. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der Hauptversammlung sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die ihre Aktien oder die über diese lautenden Hinterlegungsscheine spätestens am 23. August 1947 bei der Gesellschaftskasse, bei einem deutschen Notar oder bei den Filialen der Deutschen Bank, Mainz, oder Bielefeld oder bei der Commerzbank, Filiale Mainz hinterlegt haben und bis zur Beendigung der Hauptversammlung dort belassen. Im Falle der Hinterlegung der Aktien bei einem Notar ist die Bescheinigung hierüber spätestens am

Tage nach Ablauf der Hinterlegungsfrist bei der Gesellschaft einzureichen. Die Hinterlegung ist auch dann ordnungsgemäß erfolgt, wenn Aktien mit Zustimmung ihrer Hinterlegungsstelle für sie bei einer anderen Bank bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt werden. (937)

Mainz, im Juli 1947.

Der Vorstand.

Handelsregister / Veränderung

HR. B II Nr. 3. — Firma Heimschule Lender G. m. b. H. Sasbach bei Achern. Durch den Gesellschaftersbeschuß vom 2. Juli 1947 ist der Gesellschaftsvertrag in den §§ 3, 8, 10, 1, 14, 15, 16, 17, 19 geändert und ein § 3a neu eingefügt worden. (938)

Achern, den 14. Juli 1947.

Bad. Amtsgericht.

Gn.-R 13. — In das hiesige Genossenschafts-Reg. wurde bei der unter Nr. 13 eingetragenen Genossenschaft „Schweinschieder Spar- und Darlehnskassenverein eingetragene Genossenschaft mit unbeschränkter Haftpflicht in Schweinschied“ folgendes eingetragen: Durch Beschluß der Generalversammlung vom 19. 5. 1946 ist die Firma geändert in „Raiffeisenkasse Schweinschied eingetragene Genossenschaft mit unbeschränkter Haftpflicht in Schweinschied“.

Meisenheim, den 16. 6. 1947. (939)

Das Amtsgericht.

Neueintragung

HR. B. 21. Firma: H. J. Krewer, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, in Selters/Westerwald. Gegenstand des Unternehmens: Groß- und Kleinhandel in Werkzeugen, Eisen- und Haushaltswaren. Stammkapital: 100 000 RM. Gesellschafter: 1. Helarich Krewer, Kaufmann, Selters, 2. Ottilie Krewer geb. Mackewitz, Hausfrau, Selters, 3. Heinrich Eldt, Kaufmann, Rüsselsheim/Main. Der Gesellschaftsvertrag ist am 23. Juni 1947 festgestellt. Der Kaufmann Heinrich Krewer in Selters/Westerwald ist zum alleinvertretungsberechtigten Geschäftsführer bestellt.

Selters/Westerwald, den 15. Juli 1947. (941)

Amtsgericht



1 R 66/47. Frau Rosa Schwarz geb. Mechen-  
bler, Kirrberg, Zweibrücker Straße, Klägerin,  
Prozessbevollmächtigter: Rechtsanwalt Schultz in  
Zweibrücken, hat gegen ihren Ehemann Konrad  
Peter Schwarz, Elektriker in Kirrberg, jetzt un-  
bekannten Aufenthalts, Klage zum Landgericht  
Zweibrücken erhoben wegen Ehescheidung mit  
dem Antrag: 1. Die am 8. 3. 1940 vor dem  
Standesbeamten in Kirrberg geschlossene Ehe  
der Parteien wird aus alleiniger Verschulden  
des Beklagten geschieden, 2. Dem Beklagten  
werden die Kosten des Rechtsstreites auferlegt.  
Termin zur mündlichen Verhandlung ist be-  
stimmt auf Freitag, den 3. Oktober 1947, vor-  
mittags 8 Uhr, vor der 1. Zivilkammer des  
Landgerichts Zweibrücken, Goetheplatz 1. Der  
Beklagte wird zu diesem Termin mit der Auf-  
forderung geladen, einen bei diesem Gericht  
zugelassenen Rechtsanwalt zu seiner Vertretung  
zu bestellen. Die öffentliche Zustellung ist be-  
willigt. (942)

Zweibrücken, den 5. Juli 1947.

Geschäftsstelle des Landgerichts

#### Bad. Amtsgericht Triberg

Ins Handelsregister A Nr. 7 ist bei der Firma  
L. Schönerberger in Triberg eingetragen wor-  
den: Karl Walter Bausch ist aus der Gesell-  
schaft ausgeschlossen, Ernst Bausch, Kaufmann  
in Triberg, ist als persönlich haftender Gesell-  
schafter in die Gesellschaft eingetreten. (943)  
Den 1. 7. 1947.

#### Amtsgericht Überlingen a. B.

##### Handelsregister / Neueintragungen

A Bd. 3, OZ. 155: Lebensmittelhandlung Josef  
Löffler, Überlingen a. B. Geschäftsinhaber: Josef  
Löffler in Überlingen a. B.  
Den 1. März 1947.

A Bd. 3, A. Z. 154: Buchverlag Wolfgang  
Weber, Nußdorf bei Überlingen a. B. Geschäft-  
sinhaber: Wolfgang Weber in Nußdorf.  
Den 7. März 1947.

A Bd. 3, O. Z. 146: Firma Metallwarenfabrik  
Markdorf Johannes Lauffer, Kommanditgesell-  
schaft in Markdorf: Dem Kaufmann German  
Schleicher in Markdorf/B. ist Einzelprokura er-  
teilt.  
Den 8. März 1947.

A Bd. 3, O. Z. 160: Meisterwerkstätten auf  
Schloß Meersburg Friedrich Kostowsky, Kom-  
manditgesellschaft, Sitz Meersburg. Persönlich  
haftender Gesellschafter ist Raingestalter Fried-  
rich Kostowsky in Meersburg. Es sind vier Kom-  
manditlisten vorhanden. Die Gesellschaft hat am  
1. August 1946 begonnen.  
Den 17. Mai 1947.

A Bd. 3, O. Z. 159: Werner-Wulff-Verlag, Über-  
lingen a. B., Inhaber: Verlagsbuchhändler Wer-  
ner Wulff in Überlingen a. B.  
Den 19. Mai 1947.

A Bd. 3, O. Z. 156: Firma Ritsch-Hug, Lebens-  
mittel-, Feinkost-, Kolonialwaren, Wildgeflügel,  
Überlingen a. B. Inhaber: Kaufmann Josef Ritsch,  
Überlingen a. B.  
Den 24. April 1947.

A Bd. 3, O. Z. 158: Firma Franz Fetscher, Obst-  
und Gemüsegeschäft, Überlingen a. B. Inhaber:  
Franz Fetscher in Überlingen a. B.  
Den 13. Mai 1947.

A Bd. 3, O. Z. 157: Firma Brehö, Meersburg,  
Fabrikation von Artikeln für Haus und Küche  
sowie Galanteriewaren. Spezialität: Servier-  
tablets und Gebrauchsartikel. Inhaber: Karl  
Brehö, Kaufmann in Meersburg.  
Den 24. April 1947.

A Bd. 3, O. Z. 161: Firma Helmut Kränkel,  
Lebensmittel, Feinkostwaren, Geflügel, Obst und  
Gemüse aller Art in Überlingen a. B. Inhaber:  
Helmut Kränkel, Kaufmann in Überlingen a. B.  
Den 10. Juli 1947

A Bd. 3, O. Z. 162: Firma Otto Wurster, In-  
haberin Maria Wurster, Fischhandlung, Obst,  
Gemüse und Süßfrüchte, Überlingen a. B.  
Den 15. Juli 1947. (944)

B Bd. 2, O. Z. 6: SYLVIT, Gesellschaft mit be-  
schränkter Haftung; Sitz ist Überlingen a. B.  
Gegenstand des Unternehmens ist die Herstel-  
lung und der Vertrieb von chemischen Erzeug-  
nissen. Stammkapital 20 000 RM. Geschäftsführer  
sind Bernhard Kuitz, Ingenieur in Überlingen a.  
B. (Erster Geschäftsführer mit Alleinzeichnungs-  
befugnis), Ernst Georg Haller, Akademischer  
Maler in Konstanz und Dr. Franz Köhler, Che-  
miker in Überlingen a. B. (Gesamtzeichnungsbe-  
fugnis). Der Gesellschaftsvertrag wurde am 6.  
September 1946 abgeschlossen. Die Gesellschaft  
ist auf unbestimmte Zeit gegründet. Jeder Ge-  
sellschafter kann die Gesellschaft unter Einhal-  
tung einer 12monatigen Frist auf das Ende des  
Geschäftsjahres durch Einschreibebrief kündigen.

Den 15. April 1947.

B Bd. 2 O. Z. 7: ASKANIA-Werke Aktiengesell-  
schaft, Bodenseewerk Überlingen a. B., Sitz  
Berlin. In Überlingen a. B. ist eine Zweignieder-  
lassung errichtet worden, die sich mit der Her-  
stellung und dem Vertrieb von Geräten aller Art,  
insbesondere von feinmechanischen, optischen,  
elektrotechnischen und gastechnischen Geräten,  
einschließlich dazugehöriger Teile befaßt. Das  
Grundkapital beträgt 2 Millionen Reichsmark. Der  
Gesellschaftsvertrag ist am 30. Juni 1921 festge-  
stellt, inzwischen aber mehrfach geändert wor-  
den. Der Vorstand der Gesellschaft besteht aus  
mindestens 2 Mitgliedern. Zu Vorstandsmitglie-  
dern sind Ingenieur Guido Wunsch in Berlin-  
Wannsee und Kaufmann Rudolf Graf Westarp in  
Berlin bestellt. Die Gesellschaft wird durch zwei  
Vorstandsmitglieder oder durch ein Vorstands-  
mitglied in Gemeinschaft mit einem Prokuristen  
vertreten. Dem Prokuristen Kurt Wilde, Ober-  
ingenieur in Überlingen a. B. ist für die Zweig-  
niederlassung Überlingen a. B. Prokura erteilt.  
Das Grundkapital zerfällt in Inhaberaktien zu 100,  
400 und 1000 Reichsmark.

Den 10. Juli 1947. (945)

##### Veränderungen:

A Band 3, O. Z. 37. — Die Firma ist durch  
Vertrag auf den Sohn, Kaufmann Franz Josef  
Zimmermann, Meersburg, übergegangen.

Den 20. März 1947.

A Band 3, O. Z. 21. — Die Firma ist durch  
Erbgang übergegangen auf Witwe Lina Posch in  
Überlingen a. B., von dieser durch Vertrag auf  
Schneidermeister Alfons Scharl, ebenda. Die  
Firma ist geändert in: „Bekleidungshaus P.  
Posch, Inhaber Alfons Scharl, Überlingen a. B.“.

Den 21. März 1947.

##### Löschung

HR. A Band 3, O. Z. 134. — Lebensmittelhand-  
lung Alfred Baumann in Überlingen a. B.: Die  
Firma ist erloschen. (947)

Den 1. März 1947.

##### Genossenschaftsregister / Veränderungen

Band 3, O. Z. 9. — Die Firma Molkereigenos-  
senschaft Mittelstenweiler, Landkreis Ueberlin-  
gen, e. G. m. b. H., in Mittelstenweiler, hat  
durch Beschluß der Generalversammlung vom  
19. Februar 1947 die Paragr. 1, 3, 36 und 43 des  
Statuts vom 16. April 1943 sowie die Firma  
geändert in: „Molkereigenossenschaft Mittelsten-  
weiler bei Ueberlingen, eingetragene Genossen-  
schaft mit beschränkter Haftpflicht“. Die Genos-  
senschaft hat ihren Sitz in Mittelstenweiler bei  
Ueberlingen a. B.

Den 5. März 1947.

Band 1, O. Z. 4. — Bei der landwirtschaftl.  
Ein- und Verkaufsgenossenschaft Meersburg  
wurden die Worte „Amt Ueberlingen“ gestri-  
chen und dafür „am Bodensee“ gesetzt, einge-  
tragene Genossenschaft mit beschränkter Haft-  
pflicht Sitz Meersburg.

Den 8. April 1947.

Band 1, O. Z. 23. — Die Firma ist geändert in:  
„Molkereigenossenschaft Neufnach bei Ueberlin-  
gen, eingetragene Genossenschaft mit beschränk-  
ter Haftpflicht, Sitz Neufnach bei Ueberlingen“.

Den 8. April 1947.

Bd. 1, O. Z. 10. — Landw. Konsumverein Stet-  
ten, Amt Überlingen, e. G. m. u. H., geändert  
in: „Landwirtschaftlicher Konsum- und Absatz-  
verein Stetten bei Meersburg, eingetragene Ge-  
nossenschaft mit unbeschränkter Haftpflicht.“  
Sitz: Stetten bei Meersburg. Neues Statut vom  
23. März 1947. Im Gegenstand des Unternehmens  
tritt eine Aenderung nicht ein.

Den 15. April 1947.

Band 2, O. Z. 47. — Die Firma lautet jetzt:  
„Landwirtschaftliche Ein- und Verkaufsgenossen-  
schaft Kluffern bei Ueberlingen, eingetragene  
Genossenschaft mit beschränkter Haftpflicht,  
Sitz: Kluffern bei Ueberlingen.“

Den 8. April 1947.

Band 3, O. Z. 6. — Molkereigenossenschaft  
Billafingen, Amt Ueberlingen, eingetragene Ge-  
nossenschaft mit beschränkter Haftpflicht in  
Billafingen; Durch Beschluß der Generalver-  
sammlung vom 27. April 1947 sind die Paragr.  
1, 2, 3, 36 und 43 sowie die Firma geändert in:  
„Molkereigenossenschaft Billafingen bei Ueber-  
lingen, eingetragene Genossenschaft mit beschr.  
Haftpflicht in Billafingen bei Überlingen“. Ge-  
genstand des Unternehmens ist weiter: Gemein-  
schaftlicher Einkauf von Verbrauchsstoffen und  
Gegenständen des landwirtschaftlichen Betriebes,  
Gemeinschaftlicher Verkauf landwirtschaftlicher  
Erzeugnisse. (948)

Den 25. Juni 1947.

##### Musterregister / Neueintragungen

Band 1, O. Z. 4: Mechaniker Otto Schefold,  
Überlingen a. B., zwei photographische Darstel-  
lungen eines Kinderdreirades sowie zwei Fir-  
menschilder, die den Namen „Rollette“ tragen.  
Plastisches Erzeugnis. Schutzfrist 3 Jahre. Ange-  
meldet am 19. April 1947, vorm. 9 Uhr.

Den 24. April 1947.

Band 1, O. Z. 5. — Ludwig Waldemer, Koch,  
in Überlingen a. B., drei Briefumschläge mit  
einem am inneren oberen Rand eingeklebten,  
eingeklammerten oder sonstige befestigten  
Faden zum Aufreißen des oberen oder auch  
seitlichen Randes. Flächenerzeugnis. Schutzfrist  
3 Jahre. Angemeldet am 25. Juni 1947, vorm.  
10.30 Uhr. (949)

Den 10. Juli 1947.

##### Güterrechtsregister / Neueintragung

Band 2, Seite 280. — Josef Maier, Maler, und  
dessen Ehefrau Gerda, geb. Heinecke, beide in  
Unteruhldingen: Ehevertrag vom 29. Mai 1947 —  
Gütertrennung. (950)

Den 9. Juli 1947.

##### Aufgebot

Die Witwe Katharina Grönez, geb. Baur, wohn-  
haft in Engen (Hegau), hat beantragt, die Ver-  
schollenen Ferdinand Menner, geboren am 15.  
10. 1864 in Oberstenweiler, Kreis Ueberlingen/  
See, und Leo Menner, geboren am 11. 4. 1863  
ebenda, für tot zu erklären. Die Verschollenen  
waren in dem genannten Orte heimatberechtigt.  
Die Genannten werden aufgefordert, dem Amts-  
gericht Ueberlingen spätestens bis zum 1. Okto-  
ber 1947, vorm. 10 Uhr Nachricht über ihren  
Verbleib zu geben, widrigenfalls die Todeser-  
klärung erfolgen wird. Alle, die Auskunft über  
Leben und Tod der Verschollenen geben könn-  
en, werden aufgefordert, dies spätestens zu dem  
angegebenen Zeitpunkt dem Gericht anzuzeigen.  
Den 24. April 1947. (951)

##### Aufgebot

Landwirt Anton Pileghar in Ittendorf-Reute,  
Kreis Ueberlingen a. B., hat beantragt, den seit  
einem Angriff seiner Einheit am 10. November  
1917 bei Paschendale (Flandern) verschollenen  
Landwirt Paul Klek, geboren am 9. Januar 1891  
in Ittendorf, Kreis Ueberlingen a. B., zuletzt  
wohnhaft in Ittendorf-Reute, Kreis Ueberlingen  
a. B., für tot zu erklären. Der Genannte wird  
aufgefordert, dem Amtsgericht Ueberlingen a. B.  
spätestens bis zum 1. Oktober 1947, vorm. 10  
Uhr, Nachricht über seinen Verbleib zu geben,  
widrigenfalls die Todeserklärung erfolgen wird.  
Alle, die Auskunft über Leben oder Tod des  
Verschollenen geben können, werden aufgefor-  
dert, dies spätestens zum oben genannten Zeit-  
punkt dem Gericht anzuzeigen. (952)

Den 26. Mai 1947.



## Amtsgericht Rottweil a. N.

## Handelsregistereintragung

Veränderung vom 9. Mai 1947

HR. A. 232 Gottlob Widmann u. Söhne, Elektro- und Radiofabrik, Schwenningen a. N., Sitz in Schwenningen a. N. Der Gesellschafter Helmut Widmann, Betriebsleiter in Schwenningen a. N., ist infolge Todes aus der offenen Handelsgesellschaft ausgeschieden. Die offene Handelsgesellschaft ist seit 1. 1. 1945 Kommanditgesellschaft. Die Firma lautet nun: Gottlob Widmann u. Söhne, Kommanditgesellschaft. Erich Widmann, Fabrikant in Schwenningen a. N., ist alleiniger persönlich haftender Gesellschafter. 1. Kommanditist. Gottlob Widmann, Fabrikant in Schwenningen a. N., ist Einzelprokurist. (953)

## Aufgebot

Das Sparkassenbuch Nr. 4310 unserer Zweigstelle Winschlag mit einem Guthaben von RM. 2957,— ist in Verlust geraten. Wir fordern hiermit den Inhaber auf, uns unter Geltendmachung seiner berechtigten Ansprüche die Sparkassenbücher innerhalb eines Monats von heute an vorzulegen, andernfalls dasselbe für kraftlos erklärt wird.

Offenburg, den 18. Juli 1947. (954)

Bezirkssparkasse Offenburg.

HR. A. 378. — Firma Hermann D. Krages-Holz-laserplattenwerk, Scheuerfeld, Inh. J. Krages in Scheuerfeld/Sieg: Die Firma ist erloschen. Die Prokura des Kaufmanns Hermann Dietrich Krages in Betzdorf, der Direktoren Erwin Hahnel, Josef Steeger und Paul Hering sind erloschen. (956)

Kirchen-Wehbach (Sieg), den 14. Juli 1947.

Amtsgericht.

## Genossenschaftsregister 16

Der Bremmer Spar- und Darlehenskassenverein e. G. m. u. H. führt jetzt den Namen Raiffeisenkasse Bremm, e. G. m. u. H. in Bremm/Mosel. Cochem, den 10. Juli 1947. (957)

Amtsgericht.

Die Volksbank e. G. m. b. H. in Baden-Baden, vertreten durch Rechtsanwalt Dr. Paul Bauer in Baden-Baden klagt vor dem Landgericht Offenburg, Zweigstelle Baden-Baden, gegen 1. Rudolf Reith, 2. dessen Ehefrau Luise geb. Halst, früher in Baden-Oos, Bahnhofstraße 12, jetzt unbekanntem Aufenthaltsort, wegen Erteilung einer Löschungs-bewilligung mit dem Antrag: 1. Die Beklagten haben in die Löschung der zu ihren Gunsten auf dem in der Gemarkung Baden-Oos, Lgb.-Nr. 3939 gelegenen Grundstück Ooser-Bahnhofstr. 12 in der III. Abt. unter Nr. 9 eingetragenen Eigentümergrundschuld von 15 000 RM. zu bewilligen. 2. Die Beklagten haben als Gesamtschuldner die Kosten des Rechtsstreits zu tragen und zu erstatten. 3. Der beklagte Ehemann hat die Zwangsvollstreckung in das eingebrachte Gut seiner Frau zu dulden. 4. Das Urteil wird für vorläufig vollstreckbar erklärt. Termin zur mündlichen Verhandlung ist bestimmt auf: Freitag, den 10. Oktober 1947, vorm. 9.15 Uhr vor das Landgericht Offenburg, Zweigstelle Baden-Baden, Vincentiusstraße 5, Zimmer 27. Hierzu werden die Beklagten geladen mit der Anforderung, einen beim Prozeßgericht zugelassenen Anwalt zu bestellen, falls der Klage entgegengetreten wird.

Baden-Baden, den 1. Juli 1947. (958)

Landgericht Offenburg — Zweigstelle Baden-Baden — Geschäftsstelle.

## Bad. Amtsgericht II Baden-Baden

## Neueintragung

Genossenschaftsregister — Bd. I O. Z. 57: „Landwirtschaftliche Ein- und Verkaufsgenossenschaft Ebersteinburg bei Baden-Baden, eingetragene Genossenschaft mit beschränkter Haftpflicht“. Gründung und Statut vom 26. Januar 1947. Gegenstand des Unternehmens ist: 1. gemeinschaftlicher Einkauf von Verbrauchsstoffen und Gegenständen des landwirtschaftlichen Betriebes; 2. gemeinschaftlicher Verkauf landwirtschaftlicher Erzeugnisse; 3. die Milchverwertung auf gemeinschaftliche Rechnung und Gefahr. Den 1. Juli 1947. (959)

## Veränderungen

In das Handelsregister für Zweibrücken A Band 3 Nr. 96 wurde bei der Tiefbaugesellschaft Zweibrücken Olsch u. Cie. in Zweibrücken, Johanna König, Witwe von Karl König, in Zweibrücken, als Inhaberin eingetragen.

Zweibrücken, den 15. Juli 1947. (961)

Amtsgericht — Registergericht

## Bad. Amtsgericht Wolfach

## Veränderung

HR. A. 3/25 August Sandfuchs, Wolfach. Wilhelm Vivell, Kaufmann in Wolfach, wurde von dem Badischen Landesamt für kontrollierte Vermögen mit Wirkung vom 13. 5. 1947 als Verwalter bestellt. (962)

Den 16. Juli 1947.

## Bad. Amtsgericht Triberg

Ins Handelsregister A O. Z. 5 (Wehrle, Uhrenfabrik, Kommanditgesellschaft, in Schönwald) wurde heute eingetragen: Die Firma ist nach Übertragung des Vermögens auf die Wehrle, Uhrenfabrik, Gesellschaft mit beschränkter Haftung in Schönwald, erloschen. (963)

Den 7. Juni 1947.

## Amtsgericht Bad Kreuznach

(Für die Angaben in ( ) keine Gewähr)

In unser Handelsregister A wurde eingetragen unter

Nr. 2: Am 10. 7. 1947 bei der Firma Carl Ackva, Lederfabrik in Bad Kreuznach: Die Firma ist unter Treuhänderschaft des Gesetzes 52 gestellt. Treuhänder ist Dr. Kohls in Bad Kreuznach.

Nr. 4: Am 10. 7. 1947 bei der Firma August Hiedewohl, Juwelier- und kunstgewerbliche Werkstätte in Bad Kreuznach: Offene Handelsgesellschaft ab 1. Oktober 1946. Der Kaufmann Horst Johann August Hiedewohl in Bad Kreuznach ist als persönlich haftender Gesellschafter in das Geschäft eingetreten. Die Prokura der Ehefrau Philipp Hiedewohl, Emmy geb. Crusius in Bad Kreuznach bleibt bestehen.

Nr. 5: Am 19. 6. 1947 als Neueintrag die Firma Mathias Schön, Auto-Elektrik in Bad Kreuznach; Inhaber Mathias Schön in Bad Kreuznach.

Nr. 6: Am 19. 6. 1947 bei der Firma E. Begerow & Co. in Langenlohnheim: Der Ingenieur Emil Begerow in Bad Kreuznach und der Kaufmann Ludwig Sindzinski in Burg Layen sind als persönlich haftende Gesellschafter in das Geschäft eingetreten. Offene Handelsgesellschaft seit 1. Januar 1946. Der Ort der Niederlassung ist von Langenlohnheim nach Bad Kreuznach verlegt worden.

Nr. 7: Am 19. 6. 1947 als Neueintrag die Firma Ernst Oberländer in Bad Kreuznach; Inhaber Goldschmied Ernst Oberländer in Bad Kreuznach. (Der Geschäftszweig besteht im Betrieb einer Goldschmiedewerkstätte und eines Handelsgeschäftes für Galanterie-Bijouterie und Geschenk-artikeln. Die Geschäftsräume sind in Bad Kreuznach, Bleichstraße 9.)

Nr. 8: Am 10. 7. 1947 als Neueintrag die Firma Köstner und Schlichting in Bad Kreuznach, Inhaber Kaufmann Karl Köstner und Ingenieur Ernst Schlichting, beide in Bad Kreuznach. Offene Handelsgesellschaft. Die Gesellschaft hat am 1. 11. 1946 begonnen. Die Vertretung erfolgt entweder durch beide Gesellschafter zusammen oder durch einen von ihnen gemeinsam mit einem Prokuristen. (964)

## Beschluss

Nr. 4/38. — Das Konkursverfahren über den Nachlaß des Landwirts Christian Matthäus 2. in Gau-Odernheim wird nach erfolgter Abhaltung des Schlußtermins aufgehoben.

Alzey, den 27. Juni 1947. (966)

Amtsgericht: gez. Carl.

## Aufgebot

Die Eigentümer der von uns ausgestellten Sparkassenbücher — Reichsmarkkonten —

Nr. 977	RM. 932,38
Nr. 10412	RM. 988,—
Nr. 3322	RM. 1 366,80
Nr. 11048	RM. 5 161,95
Nr. 11083	RM. 3 067,55
Nr. 13402	RM. 516,90
Nr. 16592	RM. 547,60
Nr. 17328	RM. 1 175,24
Nr. 17945	RM. 3 751,42
Nr. 24002	RM. 3 077,89
Nr. 33561	RM. 882,10
Nr. 55217	RM. 1 100,80
Nr. 72361	RM. 1 401,52
Nr. 78739	RM. 1 170,52

haben die Kraftloserklärung der verloren gegangenen Urkunden beantragt. Wir fordern die Inhaber der Sparkassenbücher auf, etwaige Rechtsansprüche innerhalb eines Monats bei uns geltend zu machen. Nach Ablauf dieser Frist werden wir die Sparkassenbücher für kraftlos erklären. (965)

Freiburg i. Br., den 20. Juli 1947.

Öffentliche Sparkasse Freiburg im Breisgau (Städtische Sparkasse).

In unser Handelsregister Abt. A ist heute unter Nr. 57 die Offene Handelsgesellschaft Docadi Inhaber: Doß u. Capallo, Holzverarbeitungs-werk, mit dem Sitz in Rheinböllen/Huns-rück, eingetragen worden. Gesellschafter sind die Kaufleute Paul Friedrich Doß und Rudolf Capallo, beide in Rheinböllen. Die Gesellschaft hat am 1. 1. 1946 begonnen. (967)

Simmern, den 9. Juli 1947.

Amtsgericht

## Amtsgericht Balingen

## Musterschutzregister

Eintragung vom 19. Juni 1947

Im Musterschutzregister Nr. 97 für die Württ.-Hohenz. Trikotwarenfabriken, GmbH, in Ebingen: 1 Paket, enthaltend zwei Muster von Trainingsanzügen aus mehrfarbigem Wirk- und Strickstoff verschiedener Wirk- und Strickart aus verschiedenem Material, Jacke mit Rollkragen oder Rundausschnitt, als Markenartikel mit Elmhöh-Etikett, „Suomi“, Flächenerzeugnis. Schutzfrist 3 Jahre. (968)

## Amtsgericht Balingen

## Handelsregister

Eintragung vom 11. Juli 1947

Erlöschen

A. 435. Heinrich und Paul Conzelmann, Trikotwarenfabrik, in Taiffingen, Neuweiler Straße. Die Gesellschaft ist aufgelöst, die Firma ist erloschen. (969)

## Bad. Amtsgericht Bonndorf/Schw.

## Genossenschaftsregister

Bd. II OZ, 69: Landw. Ein- und Verkaufsgenossenschaft Lausheim, Amt Waldshut, e. G. m. b. H. in Lausheim, Amt Waldshut. Firma und Sitz geändert in: Landw. Ein- und Verkaufsgenossenschaft Lausheim bei Waldshut, eingetragene Genossenschaft mit beschränkter Haftpflicht, mit dem Sitz Lausheim bei Waldshut. Den 15. April 1947.

Bd. II OZ, 66: Landw. Ein- und Verkaufsgenossenschaft Oberwangen und Unterwangen, eGmbH., in Oberwangen, Amt Waldshut. Firma und Sitz geändert in: Landw. Ein- und Verkaufsgenossenschaft Oberwangen und Unterwangen eingetragene Genossenschaft mit beschränkter Haftpflicht, Sitz in Oberwangen bei Bonndorf i. Schw. Den 15. April 1947.

Bd. II OZ, 66: Landwirtschaftliche Ein- u. Verkaufsgenossenschaft Mauchen, Amt Waldshut, eGmbH., Mauchen, Amt Waldshut. Firma und Sitz geändert in: Landw. Ein- und Verkaufsgenossenschaft Mauchen bei Waldshut, eingetragene Genossenschaft mit beschränkter Haftpflicht in Mauchen bei Waldshut. Den 15. April 1947.



Bd. II OZ. 58: Landw. Ein- und Verkaufsgenossenschaft Riedern am Wald, Amt Waldshut, eGmbH, in Riedern a. W. Firma und Sitz geändert in: Landw. Ein- und Verkaufsgenossenschaft Riedern a. W., eingetragene Genossenschaft mit beschränkter Haftpflicht, mit dem Sitz in Riedern a. W., bei Waldshut. (970)

Den 16. April 1947.

#### Amtsgericht Tübingen

In das Vereinsregister ist unter Nr. 130 am 16. Juli 1947 eingetragen worden: Tübinger Studentenwerk, Sitz in Tübingen. (971)

#### Aufgebot

Auf Antrag der Frau Agnes Klein geb. Kranich, zuletzt wohnhaft in Heilsberg, Ferdinand-Schulz-Str. 27, jetzt in Tübingen-Waldhausen, Haus Nr. 12, wird zum Zwecke der Todeserklärung des Postinspektors August Klein, geb. 27. April 1876 in Seeburg (Ostpommern), wohnhaft in Heilsberg, Ferdinand-Schulz-Straße 27, zuletzt in russischer Gefangenschaft im Zuchthaus Insterburg, das öffentliche Aufgebot erlassen. Der Verschollene wird aufgefordert, sich bis zum 15. September 1947 persönlich oder schriftlich zu melden, sonst kann er für tot erklärt werden. Alle, die Auskunft geben können, werden aufgefordert, bis zum gleichen Tage Nachricht zu geben. (972)

Tübingen, den 14. Juli 1947.

Amtsgericht Tübingen

#### Bad. Amtsgericht Lahr

Handelsregister / Veränderung  
(Für Angaben in () keine Gewähr)

Abt. A. Nr. 154: Emil Kreß, Lahr. Das Geschäft und die Firma sind auf die neugegründete Emil Kreß, Feuerwehrbedarf GmbH, übergegangen.

#### Neueintragung

Abt. B. Nr. 41: Emil Kreß, Feuerwehrbedarf, Gesellschaft mit beschränkter Haftung in Lahr/Schwarzwald, Lotzbeckstraße 12). Gegenstand des Unternehmens ist die Fortführung des bisher von dem Einzelkaufmann Emil Kreß in Lahr geführten Vertriebs von Feuerwehrbedarf, der Vertrieb von technischen Web- und Gummiwaren, einschlägigen technischen Artikeln, sowie die Herstellung von Feuerwehrgeräten, Ausrüstungen, Maschinen und Fahrzeugen. Stammkapital: 20 000 RM. Geschäftsführer: Hermine Schütz in Lahr, Gesellschaft mit beschränkter Haftung. Der Gesellschaftsvertrag ist am 30. Juli 1946 festgestellt. Als nicht eingetragen wird bekannt gemacht: Der Gesellschafter Emil Kreß hat außer Geld auf seine Stammeinlage eingebracht: das Warenlager zum Inventurwert von 6800 RM, Umsatzsteuervorauszahlung mit 31,80 RM, Forderungen gegen Schuldner mit 621,80 RM und Vorausleistungen an Lieferanten mit 1282,85 RM. (973)

Den 7. Juli 1947.

#### Bad. Amtsgericht Lahr

Handelsregister / Veränderung

Abt. B. Nr. 1: Badische Kaffeemittel-Gesellschaft mit beschränkter Haftung in Lahr. Ernst Leistner ist nicht mehr Geschäftsführer. Willy Dirks, Kaufmann in Freiburg i. Br., ist zum Geschäftsführer bestellt mit der Berechtigung, die Gesellschaft allein zu vertreten. (974)

Den 7. Juli 1947.

Handelsregister / Veränderung

HR. B. 5/14: Briesgauer-Portland-Cementfabrik GmbH, Kleinkems, Paul Obermann, Kleinkems, ist Prokura erteilt. Er vertritt die Gesellschaft allein. (975)

Lörrach, den 15. Juli 1947.

Badisches Amtsgericht I

Handelsregister / Neueintrag

HR. A. 9/373: Merschroth & Co., Zweigniederlassung Steinen (Kreis Lörrach), Steinen, Kommanditgesellschaft seit 4. August 1938. Persönlich haftende Gesellschafter: Wilhelm Merschroth, Kaufmann, Steinen, Fritz Steil, Kaufmann, Wiesbaden. Es sind zwei Kommanditisten beteiligt. (976)

Lörrach, den 16. Juli 1947.

Badisches Amtsgericht I

Güterrechtsregistereintragung Band 6, Seite 644, bei den Eheluten Johann Meiser, Feld- und Forsthüter, und Anna geb. Kohr, ohne Stand, in Völklingen/Saar, im alten Brühl Nr. 19. Durch Vertrag vor Notar Dr. Bohr in Völklingen/Saar vom 2. Mai 1947, U. R. Nr. 902/47, ist Gütertrennung vereinbart.

Völklingen, den 28. Juni 1947. (977)

Amtsgericht

4 F 1/47: Durch Ausschlußurteil vom 12. Juli 1947 ist das Sparkassenbuch der Kreissparkasse Ahrweiler, Zweigstelle Remagen, Nr. 8796, ausgestellt für Ehefrau Fritz Unger, Margareta geb. Voß, aus Remagen, Wässigtal 1, für kraftlos erklärt worden. (978)

Sinzig (Rhein), den 16. Juli 1947.

Amtsgericht

Im hiesigen Güterrechtsregister Nr. 116 ist heute folgendes eingetragen worden: Bezeichnung der Ehegatten: Graßmann Karl Jakob, Winzer und Landwirt, und Else geb. Griebel, Oberheimbach, Durch Ehevertrag vom 13. Juni 1947 vor Notar Zarimann in Sankt Goar — Urk.-Rolle Nr. 239/47 — ist Gütertrennung vereinbart. (979)

Sankt Goar, den 14. Juli 1947.

Amtsgericht

#### Bekanntmachung

Im hiesigen Genossenschaftsregister ist heute unter Nr. 93 die Genossenschaft unter der Firma Dreschgenossenschaft Medenscheid, eingetragene Genossenschaft mit beschr. Haftpflicht, mit dem Sitz in Medenscheid, eingetragen worden. Das Statut ist am 13. April 1947 festgestellt. Gegenstand des Unternehmens ist: 1. das selbstgebaute Getreide der Mitglieder mit der Dreschmaschine zu dreschen, 2. Anschaffung und Benutzung sonstiger landwirtschaftlicher Maschinen. (980)

Sankt Goar, den 14. Juli 1947.

Amtsgericht

#### 2 R. 34/17

Die Frau Berta Kraft geb. Gegenheimer in Alzey, Wormser Straße 25, Klägerin. Prozeßbevollmächtigter: Rechtsanwalt Dr. Stumpf, Alzey, klagt gegen ihren Ehemann Heinrich Kraft, Friseur, geb. am 28. 2. 1916 in Mainz, früher wohnhaft in Alzey, z. Zt. unbekanntem Aufenthalts, Beklagter, auf Scheidung der am 30. 7. 1938 vor dem Standesbeamten in Alzey geschlossenen Ehe (Heir.-Reg. Nr. 40/1938). Die Klägerin ladet den Beklagten zur mündlichen Verhandlung des Rechtsstreites vor die Zivilkammer des Landgerichtes in Mainz, 3. Stock, Zimmer 521, auf:

Freitag, 7. November 1947, vorm. 9 Uhr, mit der Aufforderung, sich durch einen bei diesem Gericht zugelassenen Rechtsanwalt als Prozeßbevollmächtigten vertreten zu lassen und durch diesen etwaige Einwendungen und Beweismittel dem Gericht mitzuteilen. (981)

Mainz, den 7. Juli 1947.

Geschäftsstelle des Landgerichts.

#### Amtsgericht Merzig

Handelsregister / Neueintragungen  
(Für Angaben in () keine Gewähr)

Abt. A. Nr. 458. Demmer-Werke Adalbert Demmer, Merzig. (Papierverarbeitungsbetrieb und Vertrieb — Großhandel —, Bahnhofstr. 19).

Merzig, den 14. Februar 1947. (982)

#### Marktgenehmigung

Der Gemeinde Gomadingen wurde durch Weisung der Landesdirektion der Wirtschaft — Landesgewerbeamt in Tübingen vom 9. Juli 1947 für die Zeit vom 1. Januar 1948 bis 31. Dezember 1952 die Erlaubnis erteilt, am 3. Mittwoch der Monate Mai, Juli und Oktober jeden Jahres einen Rindvieh- und Schweinemarkt abzuhalten. Mit Rücksicht auf die derzeitigen Verhältnisse kann die Genehmigung jederzeit widerrufen werden. (984)

Münsingen, den 15. Juli 1947.

Landratsamt

L. A.: K. Wild, Regierungsrat.

Güterrechtsregister / Neueintragungen  
Nr. 1314: Stinnes Ernst Hugo, Kaufmann, und Elga Ravanborg, aus Ottweiler. Durch Vertrag vor Notar Dr. jur. Karl Samwer in Hamburg-Allona vom 13. 2. 1947 — UR. Nr. 16/47 — ist die Verwaltung und Nutznießung des Mannes ausgeschlossen. (985)

Ottweiler-Saar, den 2. Juni 1947.

Das Amtsgericht.

#### Bad. Amtsgericht Oberkirch

Genossenschaftsregistereintrag Band III Nr. 11: Die Firma Landw. Ein- und Verkaufsgenossenschaft Lautenbach, Amt Offenburg, e.G.m.b.H. in Lautenbach, Amt Offenburg, hat durch Beschluß der Generalversammlung vom 5. 5. 1946 die §§ 1, 30 und 36 der Satzung und die Firma geändert in „Landw. Ein- und Verkaufsgenossenschaft Lautenbach/Renchtal, eingetragene Genossenschaft mit beschränkter Haftpflicht“ in Lautenbach/Renchtal.

Den 16. Juli 1947. (986)

#### Beschluß

14 II 2/47. — In dem Aufgebotsverfahren zum Zwecke der Todeserklärung wird der am 7. Oktober 1898 geborene Bahninspektor Hermann Reppert für tot erklärt. Als Zeitpunkt des Todes wird der 29. 4. 1945 festgestellt. Die Kosten des Verfahrens fallen dem Nachlaß zur Last.

Trier, den 12. Juli 1947. (987)

#### Amtsgericht Laupheim

Beschluß vom 2. Juli 1947

GR. 85/47

Der am 25. Januar 1908 in Sinningen, Kreis Biberach, geborene, zuletzt dort wohnende verheiratete Landwirt Albert Natter ist in russischer Kriegsgefangenschaft gestorben. Als Zeitpunkt seines Todes gilt der 30. September 1944, 24 Uhr. (988)

#### Aufgebot

F. 2/47. — Emilie Hummel geb. Johner Witwe in Rottenburg/N., Neckarwirtschaft, hat das Aufgebot zwecks Kraftloserklärung des Hypothekenbriefs III Nr. 69 947, über die am 5. 4. 1927 im Grundbuch von Rottenburg, Heft 167 R Abt. III Nr. 4 und Heft 168 R Abt. III Nr. 4 eingetragene Hypothek für eine Darlehensforderung der Frau Kommerzienrat Fanny Leicht, Bierbrauerbesitzerwitwe in Vaihingen/Filder im Betrag von 7000 Reichsmark, verzinslich zu 7—9 vom Hundert, beantragt. Belastet sind die Grundstücke der Markung Rottenburg.

Heft 167 R Abt. I

Geb. Nr. 167 (neu: Badgasse Nr. 6a) Scheuer, Schweinestall und Hofraum bei der Spital- oder Hagenkeller, 1 a 59 qm.

Heft 168 R Abt. I

Geb. Nr. 168 (neu: Badgasse Nr. 6) Am Neckar bei der Spitalkeller, Wohnhaus, Wirtschaft, Anbau, Hofraum vor dem Haus, ob dem Geb. Nr. 168/1 — 2a 18 qm. Grundstückseigentümer: der verst. Ehemann der Antragstellerin: Eugen Hummel, Bildhauer und Wirt in Rottenburg. Der Inhaber der Urkunde wird aufgefordert, spätestens in dem auf Freitag, den 21. November 1947, vormittags 9 Uhr, vor dem unterzeichneten Gericht anberaumten Aufgebotstermin seine Rechte anzumelden und den Hypothekenbrief vorzulegen, widrigenfalls der Brief für kraftlos erklärt werden wird. (989)

Rottenburg, den 17. Juli 1947.

Amtsgericht.

#### Amtsgericht Oberndorf (Neckar)

Beschluß vom 18. Juli 1947

In dem Aufgebotsverfahren zum Zweck der Todeserklärung des Robert Ott von Oberndorf-Aistaig, zuletzt auf dem Dornhof bei Altshausen, Kreis Saulgau, wird der am 9. 10. 1906 in Nordstetten, Kreis Horb, geborene Robert Ott für tot erklärt. Als Zeitpunkt des Todes wird der 31. Dezember 1933 festgestellt. Die Kosten des Verfahrens fallen dem Nachlaß zur Last. (990)



# Kronenbrauerei A.-G. Offenburg

## Bilanz zum 30. September 1946

### Aktiva

<b>I. Anlagevermögen:</b>	
1. Brauereianwesen:	
a) Grundstücke, Stand 1. 10. 45	173 800,—
b) Gebäude, Stand 1. 10. 45	23 200,—
Abschreibung	
2. Geschäfts- und Wohngebäude:	
a) Grundstücke, Stand 1. 10. 45	384 100,—
b) Gebäude, Stand 1. 10. 45	16 800,—
Abschreibung	
3. Unbebaute Grundstücke, Stand 1. 10. 45	80 727,04
4. Gebäudesondersteuerabgeltung	13 327,04
5. Maschinen und bewegliche Anlagen, Stand 1. 10. 45	
6. Sachanlagevermögen, Stand 1. 10. 45	
7. Forderungen:	
a) Lagerfässer	12 000,—
b) sonstige Wirtschaftsgüter	8 000,—
8. Kurzfristige Wirtschaftsgüter:	
a) Lagerfässer, Stand 1. 10. 45	
b) Transportfässer, Stand 1. 10. 45	
9. Fuhrpark, Stand 1. 10. 45	
10. Betriebsanrichtungen, Stand 1. 10. 45	
Zugang	
Abschreibung	
11. Wirtschaftsinventar, Stand 1. 10. 45	
<b>II. Umlaufvermögen:</b>	
1. Vorräte:	
a) Roh-, Hilfs- und Betriebsstoffe	
b) Fertige Erzeugnisse	
2. Geleistete Anzahlungen	
3. Außenstände:	
a) Darlehen	
b) Forderungen auf Grund von Warenlieferungen und Leistungen	
4. Forderungen an das Deutsche Reich für Kriegsschäden am 1. 10. 45	
Zugang	
Abschreibung	
5. Flüssige Mittel:	
a) Kassenbestand einzahl. Postcheck- und Reichsbankguthaben	
b) andere Bankguthaben	
6. Wertpapiere	
7. Wertberichtigung	
<b>III. Posten der Rechnungsabgrenzung</b>	
Avaldebitoren RM 3 600,—	

### Aufwendungen

1. Löhne und Gehälter	135 235,60
2. Soziale Abgaben	12 031,77
3. Freiwillige soziale Leistungen	10 414,12
4. Abschreibungen auf das Anlagevermögen	64 596,39
5. Wertberichtigung des Umlaufvermögens	96 164,60
6. Steuern vom Einkommen, vom Ertrag und vom Vermögen	209 649,04
7. Biersteuer und sonstige Steuern und Abgaben	367 429,08
8. Beiträge an Berufsvertretungen	1 611,40
9. Gewinn- und Verlustkonto: Gewinnvortrag	86 372,40
Verlust 1945/46	15 568,28
	983 504,40

Nach dem abschließenden Ergebnis unserer pflichtmäßigen Prüfung auf Grund der Bücher und der Schriften der Gesellschaft sowie der vom Vorstand erteilten Aufklärungen und Nachweise entsprechen die Buchführung, der Jahresabschluss und der Geschäftsbericht, soweit er den Jahresabschluss erläutert, den gesetzlichen Vorschriften. Die Wertansätze der Kriegsschadensforderungen und der Wertpapiere können z. Z. nicht beurteilt werden.

Mannheim, im Mai 1947.  
Heidelberg.

RHEINISCHE TREUHAND-GESELLSCHAFT  
Aktiengesellschaft  
B l u m,  
Wirtschaftsprüfer.

ppa. Dr. Franz,  
Wirtschaftsprüfer

### Passiva

I. Aktienkapital			
II. Gesetzliche Rücklage			1 000 000,—
III. Andere Rücklagen:			125 000,—
a) Erneuerungsrücklage		180 000,—	
b) außerordentliche Rücklage		160 000,—	
c) Rücklagen für Ersatzbeschaffungen:			
1. Kriegsschäden	40 774,20		
2. Brandschäden	22 716,95		
IV. Werberichtigung zu Posten des Umlaufvermögens		63 491,35	
V. Rückstellung für ungewisse Schulden			61 000,—
VI. Verbindlichkeiten:			114 034,97
1. Von Kunden gegebene Pfandbriefe		24 185,30	
2. auf Grund von Warenlieferungen und Leistungen		52 865,34	
a) Biersteuer			
b) sonstige Verbindlichkeiten	34 048,00		
7. Biersteuer	52 028,32		
8. sonstige Verbindlichkeiten	86 077,22		
VII. Gewinn- und Verlustkonto:			
Gewinnvortrag		101 840,68	
Verlust 1945/46		15 568,28	
Avalverpflichtungen RM 3 600,—			86 372,40
			1 976 275,36

### Gewinn- und Verlustrechnung zum 30. September 1946

1. Gewinnvortrag	101 840,68
2. Ertrag gemäß § 132 II, i Akt.-Ges.	771 070,15
3. Zinsen	9 055,22
4. Außerordentliche Erträge	101 438,35
	983 504,40

Der Aufsichtsrat:  
Rechtsanwalt Hermann Künzler, Heidelberg, Vorsitz;  
Frl. Charlotte Gilie, Mannheim;  
Frl. Hertha Gilie, Mannheim;  
Brauereidirektor Franz Stetter, Detmold;  
Kaufmann Helmut Nitzke, Detmold;  
Bankdirektor Johannes Lutz, Karlsruhe.  
Der Vorstand: Wilhelm Langel, Offenburg.



# Salubra-Werke A.-G., Grenzach

## Bilanz per 31. Dezember 1946

	Stand am 1. 1. 1946 RM	Zugang RM	Abschrei- bung RM	Stand am 31. 12. 1946 RM
<b>Aktiva</b>				
<b>I. Anlagevermögen</b>				
1. Bebaute Grundstücke mit				
a) Wohngebäuden	4 459,10	—	130,40	4 328,70
b) Fabrikgebäuden	742 033,75	—	22 599,10	719 434,65
2. Unbebaute Grundstücke	20 900,—	—	—	20 900,—
3. Maschinen und maschinelle Anlagen	9 395,55	—	3 009,15	6 386,40
4. Werkzeuge, Betriebs- und Geschäftsaus- stattung	419,10	3 039,85	1 536,95	1 922,—
	777 207,50	3 039,85	27 275,60	752 971,75
<b>II. Umlaufvermögen</b>				
1. Roh-, Hilfs- und Betriebsstoffe			108 998,48	
2. Fertigerzeugnisse			35 172,82	
3. Wertpapiere			330 656,75	
4. Hypothekendarlehen			500,—	
5. Forderungen aus Lieferungen und Leistungen			59 703,64	
6. Forderungen an Salubra A.-G., Basel			366 432,65	
7. Kassenbestand, Postcheck und Reichsbankguthaben			21 899,52	
8. Bankguthaben			135 331,15	
9. Sonstige Forderungen			3 502,26	
III. Posten der Rechnungsabgrenzung			1 062 196,68	
IV. Reinverlust			3 098,76	
Verlustvortrag aus 1945			511 740,96	
Verlust 1946			33 155,64	
			544 896,60	
Bürgschaften		1 426,30		2 363 163,79
				2 363 163,79
<b>Passiva</b>				
I. Aktienkapital				1 000 000,—
II. Rücklagen				20 614,26
III. Delkreder-Verberichtigung				2 300,—
IV. Rückstellungen				142 887,84
V. Verbindlichkeiten				
1. Hypothekenschuld			86 696,32	
2. Einlagen			11 698,79	
3. Erhaltene Anzahlungen			24 919,94	
4. Verbindlichkeiten aus Warenlieferungen und Leistungen			8 209,32	
5. Verbindlichkeiten gegenüber Salubra A.G., Basel:				
Hypothekarisch gesichert		RM 667 508,29		
Sonstige		58 693,76		
6. Bankschulden			314 463,87	
7. Sonstige Verbindlichkeiten			25 171,40	
			1 197 361,69	
Bürgschaften		1 426,30		2 363 163,79
				2 363 163,79

**Aufwand**

**Gewinn- und Verlustrechnung per 31. Dezember 1946**

**Ertrag**

1. Löhne und Gehälter			166 692,42	
3. Soziale Abgaben			15 844,65	
3. Abschreibungen auf Anlagen			27 275,60	
4. Zinsen und Skonto			45 078,91	
5. Steuern vom Ertrag und vom Vermögen			36 165,52	
6. Außerordentliche Aufwendungen			66 272,87	
7. Verlustvortrag aus 1945			511 740,96	
			869 070,93	
<b>Ertrag</b>				
			306 485,83	
			12 016,50	
			5 672,—	
			544 896,60	
			869 070,93	